



SECRETARIAT
DU CONSEIL DES MINISTRES

CONSEIL DES MINISTRES

Séance du 6 décembre 2002

Ministre de l'Intérieur

OBJET : Réforme des polices - Rapport d'évaluation.
1998A03330.197

NOTIFICATION : Le rapport ci-annexé est approuvé.

Le Secrétaire du Conseil,

L. COENE

Aux Membres du Gouvernement.

Objet : Surcoût admissible – Procédure cfr l'article 7 de l'AR 02/08/2002 - Conclusion.

1 Coefficient de correction

Une correction en + ou en - , et ce en fonction d'une fourchette (%) en rapport avec une nouvelle médiane (montant par habitant qui peut être attendu comme effort raisonnable) (base = des nouveaux chiffres provenant de Dexia – comptes des dépenses courantes 2000 cloturés) ; la correction doit tenir compte de la pauvreté/richeesse (q1 – q2 – q3 – q4) et du taux d'urbanisation (1 – 2 – 3 – 4 – 5).

1.1 Taux d'urbanisation

Considérant qu'une nouvelle médiane a été déterminée par taux d'urbanisation, il est possible de situer l'effort de chaque zone en fonction du taux d'urbanisation qui lui est applicable. Si la zone fait considérablement mieux, on parle d'un bon effort, dans le cas contraire d'un effort insuffisant.

Un effort insuffisant a pour effet une diminution de l'intervention, un bon effort entraîne une majoration ; dans les deux sens trois fourchettes ont été déterminées.

De manière générale on peut dire qu'un bon élève mérite proportionnellement une plus grande récompense par rapport à la sanction que mérite le mauvais élève.

1.1.1 Effort insuffisant :

- Etape 1 : Plus de 30 % < médiane => correction – 10 %
- Etape 2 : Plus de 20 % < médiane => correction – 5 %
- Etape 3 : Plus de 10 % < médiane => correction – 2,5 %

1.1.2 Effort :

- Etape 4 : Plus de 10 % > médiane => correction + 2,5 %
- Etape 5 : Plus de 20 % > médiane => correction + 5 %
- Etape 6 : Plus de 30 % > médiane => correction + 10 %

2 Aide conformément l'article 7 AR 02/08/2002.

Vu le fonds spécifique d'aide au zones Bruxelloises, seules les aides complémentaires pour le chef de corps externe, le comptable spécial et le secrétaire (voir ci-dessous) seront accordées.

2.1 Moyens de fonctionnement complémentaire + Coefficient de correction

Un montant de base (sans aucun paramètre) par gendarme transféré à la zone, différencié en fonction de la « richesse » de la zone :

	q1	q2	q3	q4
Situation 2 – 4 – 6	100.000	80.000	60.000	40.000
Situation 1 – 3 – 5	50.000	40.000	30.000	20.000

pour chaque paramètre « complémentaire » le montant mentionné ci-dessus est majoré par gendarme transféré de 20.000 BEF, la correction s'applique sur le résultat final.

Paramètres « complémentaires » retenus :

- La zone comporte une frontière nationale.
- La zone est constituée de 5 communes ou plus.
- La zone a une superficie qui excède d'au moins 50% la moyenne nationale.
- La zone a un coefficient d'urbanisation 5 (très rural).

Limité à 25 % pour les zones qui n'ont pas introduit un dossier.

2.2 Aide en raison du seuil de pauvreté (Toutes les Q1 ou Q2 – Situation 2 – 4 – 6) :

2.2.1 Q1

- Situation 2 = 50 % de la différence entre le surcoût calculé par l'AIG et la dotation fédérale de base annuelle ;
- Autre situation = 50 % du montant exigé pour le recrutement d'un jeune membre du personnel * la différence entre la norme KUL et l'effectif présent ;
- Spécifiquement pour les zones de « Beringen / Ham / Tessengerlo » et de « Lommel » (= erreur dans l'attribution du nombre d'ex-gendarmes lors de la définition de la norme => 100 %).

2.2.2 Q2

- Situation 2 = 25 % de la différence entre le surcoût calculé par l'AIG et la dotation fédérale de base annuelle ;
- Autre situation = 25 % du montant exigé pour le recrutement d'un jeune membre du personnel * la différence entre la norme KUL et l'effectif présent.

2.3 Heures supplémentaires complémentaires + Coefficient de correction

Une augmentation de l'intervention pour les surcoûts engendrés par le personnel de l'ex-police communale = la différence entre le plafond général (81,28 heures) et le nombre moyen d'heures supplémentaires par membre du personnel communiqué par la zone (cette partie est à coût plein, le nombre communiqué par la zone est calculé sur base de la différence de tarifs nouveau/ancien statut). 100 % dans les zones Q1 et Q2 – 50 % dans les zones Q3 et Q4.

Limité à 25 % pour les zones qui n'ont pas introduit un dossier.

2.4 Corps de sécurité

Jusqu'à la mise en place du corps de sécurité, le nombre de membres du personnel prévu dans la zone pour les prisons est compensé financièrement, et ce dans toutes les zones excepté les zones Bruxelloises et les cinq grandes villes (nombres, voir liste adaptée).

2.5 Erreurs matérielles

Nonobstant le contrôle exercé durant la phase précédente, un nombre limité d'erreurs matérielles a encore pu être invoqué par les zones. Celles-ci ont été contrôlées de manière approfondie et si nécessaire corrigées. Pour la zone de « Asse » une prise en charge supplémentaire vu les obligations linguistiques dans la commune de « Wemmel » (avant la réforme desservie par le district de Bruxelles).

2.6 Interventions complémentaires

Intervention spécifique pour les zones : « *Amblève / Bullange / Butgenbach / Burg-Reuland / Saint-Vith (3 FTE)* » ; « *Eupen / La Calamine / Lontzen / Raeren (6 FTE)* » et « *Ledegem / Menen / Wevelgem (2 FTE)* » pour les postes frontières à la frontière allemande ou française (il s'agit en principe d'une tâche de la police fédérale néanmoins exercée par ces zones – entre autre en raison de la spécificité linguistique).

Les zones : « *Comines-Warneton (5 FTE)* » et « *Voeren (6 FTE)* ».

2.7 Aide complémentaire police de proximité

Une application plus large pour les allocations de proximité pour le fonctionnement des services agents de quartiers (nouvelle norme : 1/2.000 habitants si ≥ 70.000 habitants, sinon 1/3.000 ; norme ancienne : 1/2.000 si > 70.000 , 1/3.000 si entre 25.000 et 70.000, 1/4.000 si < 25.000).

2.8 Chef de corps externe

Compensation financière à concurrence de 50 % du coût (traitement) du chef de corps extérieur à la zone (coût forfaitaire moyen corrigé sur base d'un O5 – commissaire divisionnaire – avec 10 ans d'ancienneté).

2.9 Allocation comptable spécial (100 % au lieu de 50%)

Augmentation de l'intervention au montant maximum par zone.

2.10 Allocation du secrétaire

Intervention en concurrence de 50 % du montant maximum par zone.

3 Problèmes non résolus.

Pour un nombre limité de zones une solution complémentaire est requise (montant encore à déterminer). Leur problème estimé est considérablement plus important que l'aide possible sur base des différents paramètres. cela concerne e.a. : « *Ottignies-Louvain-la-Neuve* » ; « *Huy* (de plus possibilité de glissement de la situation 3 vers 4) » ; « *Sambreville / Sombreffe* » ; « *Beauraing / Bièvre / Gedinne / Vresse-Sur-Semois* » ; « *Houyet / Rochefort* » ; « *Ellezelles / Flobecq / Frasnes-Les-Anvaing / Lessines* » ; « *Heusden-Zolder* » ; « *Maasmehelen* » ; « *Brugge* » ; « *Damme / Knokke-Heist* » ; « *Oostende* » ; « *Bredene / De Haan* » ; « *Middelkerke* » et « *De Panne / Koksijde / Nieuwpoort* » ; ...

Ceci sera réalisé par un contrat entre l'autorité fédérale et les zones concernées.

4 Résultat du checklist.

Ce chiffre doit être approché prudemment. Il est basé sur les réponses – souvent fragmentaires – obtenues des zones.

De plus un nombre important de comptables spéciaux nous ont confirmé que les chiffres du passé ne sont pas toujours représentatifs pour le coût de la police – ils constatent actuellement lors de l'exécution du budget régulièrement la présence de coûts cachés (coûts supportés par les communes mais non inscrits aux comptes police (330)).

Onderwerp : Aanvaardbare meerkost – Procedure artikel 7 van KB 02/08/2002 - conclusie.

5 Correctiecoëfficiënt

Een correctie in + of in - , volgens te bepalen vork (%) in functie van een nieuwe mediaan (bedrag per inwoner dat men kan verwachten als zijnde een redelijke inspanning) (basis = nieuwe cijfers via Dexia – afgesloten rekeningen 2000 m.b.t. gewone uitgaven) ; de correctie dient rekening te houden met de armoede/rijkdom (q1 – q2 – q3 – q4) en de urbanisatiegraad (1 – 2 – 3 – 4 – 5).

5.1 Urbanisatiegraad

Gelet het gegeven dat per urbanisatiegraad een (nieuwe) mediaan bepaald wordt, kan men de reële inspanning van elke zone vergelijken met de voor haar urbanisatiegraad toepasselijke mediaan. Doet de zone beduidend meer spreekt men van een goede inspanning, bij beduidend minder van een slechte inspanning.

Een slechte inspanning geeft aanleiding tot een vermindering, een goede tot een vermeerdering ; in beide richtingen zijn drie procentuele vorken bepaald.

Algemeen kan gesteld worden dat een goede leerling proportioneel een grote beloning verdient dan een slechte een sanctie.

5.1.1 Onvoldoende inspanning :

- Stap 1 : Meer dan 30 % < mediaan => correctie – 10 %
- Stap 2 : Meer dan 20 % < mediaan => correctie – 5 %
- Stap 3 : Meer dan 10 % < mediaan => correctie – 2,5 %

5.1.2 Goede inspanning :

- Stap 4 : Meer dan 10 % > mediaan => correctie + 2,5 %
- Stap 5 : Meer dan 20 % > mediaan => correctie + 5 %
- Stap 6 : Meer dan 30 % > mediaan => correctie + 10 %

6 Hulp in uitvoering van artikel 7 KB 02/08/2002.

Gelet op het specifieke fonds voor hulp aan de Brusselse zones worden aan deze zones enkel een bijkomende hulp toegestaan voor de externe korpschef, de bijzondere rekenplichtige en de secretaris (zie verder).

6.1 Bijkomende werkmiddelen + CORRECTIECOËFFICIËNT

Een basisbedrag (zonder enige parameter), verschillend naargelang de « rijkdom » van de zone, voor elke naar de zone overgedragen rijkswachter :

	q1	q2	q3	q4
Situatie 2 – 4 – 6	100.000	80.000	60.000	40.000
Situatie 1 – 3 – 5	50.000	40.000	30.000	20.000

voor elke « bijkomende » parameter wordt het hiervoor vermelde bedrag per overgedragen rijkswachter verhoogd met 20.000 BEF, op het eindresultaat wordt de correctiecoëfficiënt toegepast.

Weerhouden « bijkomende » parameters :

- De zone heeft een Nationale grens.
- De zone wordt samengesteld uit 5 gemeenten of meer.
- De zone heeft een oppervlakte van meer dan 1,5 maal het nationale gemiddelde.
- De zone behoort tot de verstedelijkingsgraad 5 (zeer ruraal).

Beperkt tot 25 % van het eindresultaat voor de zones die geen dossier hebben ingediend.

6.2 Hulp wegens armoedegrens (Alle Q1 of Q2 – Situatie 2 – 4 – 6) :

6.2.1 Q1

- Situatie 2 = 50 % van het verschil tussen de berekening AIG en de federale basistoelage op jaarbasis ;
- Andere situatie = 50 % van het vereiste bedrag voor de aanwerving van een jong personeelslid * het verschil tussen de KUL-norm en het aanwezige effectief ;
- Specifiek voor de zones « Beringen / Ham / Tessenderlo » en « Lommel » (= vergissing in toewijzing van aantal ex-rijkswachters bij het vaststellen van de norm => 100 %).

6.2.2 Q2

- Situatie 2 = 25 % van het verschil tussen de berekening AIG en de federale basistoelage op jaarbasis ;
- Andere situatie = 20 % van het vereiste bedrag voor de aanwerving van een jong personeelslid * het verschil tussen de KUL-norm en het aanwezige effectief.

6.3 Bijkomende hulp overuren + CORRECTIECOËFFICIËNT

Een verhoging van de tussenkomst voor de meerkosten voor het personeel van de voormalige gemeentepolitie = het verschil tussen het algemeen plafond (81,28 uur) en het door de zone opgegeven gemiddeld aantal overuren per personeelslid (dit deel aan full-kost, het door de zone opgegeven aantal werd berekend voor het verschil in tarief nieuw/oud statuut). 100 % in de zones Q1 en Q2 – 50 % in de zones Q3 en Q4.

Beperkt tot 25 % van het eindresultaat voor de zones die geen dossier hebben ingediend.

6.4 Veiligheidskorps

Tot de inplaatsstelling van het veiligheidskorps het aantal voor gevangenen in die zone voorziene personeelsleden geldelijk compenseren, en dit alle zones behalve de Brusselse zones en de vijf grootsteden (aantallen, zie aangepaste lijst).

6.5 Materiële fouten

Ondanks de uitgebreide controle in de vorige fase worden door de zones nog steeds een beperkt aantal materiële fouten ingeroepen. Deze werden nogmaals grondig gecontroleerd en zo nodig gecorrigeerd. Voor de zone « Asse » een bijkomende tussenkomst gelet op de taalverplichting van de gemeente « Wemmel » (vroeger bediend door rijkswacht district Brussel).

6.6 Bijkomende tussenkomsten

Specifieke tussenkomst voor de zones : « *Amblève / Bullange / Butgenbach / Burg-Reuland / Saint-Vith (3 FTE)* » ; « *Eupen / La Calamine / Lontzen / Raeren (6 FTE)* » en « *Ledegem / Menen / Wevelgem (2 FTE)* » voor de problematiek van de grensposten aan de Duitse of Franse grens (in principe een taak van de federale politie doch uitgevoerd door deze zones – o.a. omwille van de taalspecificiteit).

De zones : « *Comines-Warneton (5 FTE)* » en « *Voeren (6 FTE)* ».

6.7 Bijkomende hulp nabijheidspolitie

Een bredere toepassing van de nabijheidstoelage voor de wijkwerking (nieuwe norm : 1/2.000 inwoners indien ≥ 70.000 inwoners, anders 1/3.000 ; oude norm : 1/2.000 indien > 70.000 , 1/3.000 indien tussen 25.000 en 70.000, 1/4.000 indien < 25.000).

6.8 Externe korpschef

Geldelijk compenseren voor 50 % van de kostprijs (wedde) van de externe korpschef (gecorrigeerd forfaitair gemiddelde op basis van een O5 (Hoofdcommissaris) met 10 jaar anciënniteit).

6.9 Toelage bijzondere rekenplichtige (100 % i.p.v. 50%)

Optrekken van de tussenkomst naar het maximale bedrag (in verhouding t.o.v. mandaat van de korpschef).

6.10 Toelage secretaris

Tussenkomst pro rata 50 % van het maximale bedrag (in verhouding t.o.v. mandaat van de korpschef).

7 Resterende problemen

Voor een beperkt aantal zones dient nog een bijkomende oplossing (bedrag nog te bepalen) gevonden te worden. Hun ingeschat probleem is immers gevoelig groter dan de mogelijke hulp op basis van de hiervoor vermelde parameters. Het betreft o.a. : « *Ottignies-Louvain-la-Neuve* » ; « *Huy* » ; « *Sambreville / Sombrefe* » ; « *Beauraing / Bièvre / Gedinne / Vresse-Sur-Semois* » ; « *Houyet / Rochefort* » ; « *Ellezelles / Flobecq / Frasnes-Les-Anvaing / Lessines* » ; « *Heusden-Zolder* » ; « *Maasmechelen* » ; « *Brugge* » ; « *Damme / Knokke-Heist* » ; « *Oostende* » ; « *Bredene / De Haan* » ; « *Middelkerke* » en « *De Panne / Koksijde / Nieuwpoort* » ; ...

Er zal hiertoe gewerkt worden met contracten tussen de federale overheid en de betrokken zones.

8 Resultaat van de checklist.

Dit cijfer dient met omzichtigheid benaderd te worden, het is immers gebaseerd op soms fragmentaire antwoorden van de zones.

Daarnaast is het tevens zo dat een aantal rekenplichtigen ons gemeld hebben dat de cijfers uit het verleden niet altijd representatief zijn voor de kostprijs van de politie – ook zij stellen nu in de uitvoering van de begroting van de zone regelmatig verborgen kosten (kosten vroeger ook gedragen door de gemeenten doch niet op de rekeningen politie (330) ingeschreven) vast.